

RAPPORT N° 253 17 mai 2011
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat 2060.09 Heinz Etter – Planification
à long terme de l'épuration des eaux usées dans la
région du Lac de Morat

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport au postulat cité en titre suite à son acceptation par le Grand Conseil.

1. INTRODUCTION

Le 8 octobre 2009, le député Heinz Etter a déposé un postulat (P2060.09) au sujet de la planification à long terme de l'épuration des eaux usées dans la région du Lac de Morat. Le postulat demande au Conseil d'Etat de réaliser une étude pour faire le point sur l'état de l'épuration des eaux usées dans la région du Lac de Morat. Cette question se pose en particulier suite à une pollution importante provenant de la station d'épuration des eaux (STEP) de Kerzers. Des premières analyses montrent que les investissements pour un assainissement de la STEP seront très élevés. Il apparaît par ailleurs que d'autres installations dans la région sont confrontées à des problèmes analogues. Une telle étude dépasse les moyens de l'association, vu que des communes bernoises, voire neuchâteloises pourraient être concernées.

Dans sa réponse du 23 février 2010, le Conseil d'Etat a déclaré qu'il était conscient qu'une adaptation des infrastructures pour l'épuration des eaux usées était nécessaire pour la STEP de Kerzers, tout comme pour d'autres infrastructures dans le canton, suite à l'évolution importante de la population, le développement économique des régions et l'obsolescence naturelle des équipements techniques. Dans ce contexte, il s'est engagé, dans le cas de Kerzers, à analyser l'option d'un regroupement avec d'autres STEP et d'assumer la part qui lui revient, tout en rappelant que les études de détail sont ensuite du ressort des associations concernées.

Le Grand Conseil a accepté le postulat. Le présent rapport présente l'état des démarches en cours pour la planification à long terme de l'épuration des eaux usées dans la région du Lac de Morat, entreprises de manière coordonnée entre les cantons de Berne, Neuchâtel et Fribourg, afin de répondre aux questions posées dans le postulat. Il évalue également l'opportunité d'étendre ce principe d'étude régionale à d'autres régions, voire à l'ensemble du canton.

2. RAPPEL DES EXIGENCES FIXÉES À L'AUTORITÉ ET AU DÉTENTEUR

Au préalable, un rappel des principales exigences en vigueur en relation STEP est indispensable afin d'appréhender correctement la répartition des tâches entre l'Etat et les détenteurs d'installations:

1) L'article 13 de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux) impose aux détenteurs d'installations de «maintenir l'installation en état de fonctionner» et de «constater tout écart par rapport à une exploitation normale, en déterminer les causes et rétablir la situation dans les plus brefs délais;».

Les détenteurs de STEP (communes ou associations) doivent donc garantir en tout temps une épuration sa-

tisfaisante des eaux polluées qu'elles sont tenues de prendre en charge. En cas de dysfonctionnement, une réaction rapide est exigée. Afin de respecter cette exigence, le détenteur doit par conséquent non seulement veiller à un entretien régulier et à des réparations rapides, il doit aussi s'assurer de manière préventive que la STEP est apte à traiter l'ensemble des eaux qui peuvent être produites dans les périmètres des égouts publics qui lui sont raccordés et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires au niveau de son installation (adaptation, agrandissement, ...).

2) Conformément à l'article 10 LEaux «Ils (les cantons) veillent à l'exploitation économique de ces installations (réseaux d'égouts publics et stations centrales d'épuration des eaux usées)».

L'Etat dispose d'une connaissance générale du fonctionnement de l'ensemble des installations du canton et de contacts étroits avec les autres cantons, en particulier ceux situés en périphérie du canton de Fribourg.

Sur la base de ces connaissances, il doit assister les détenteurs d'installations afin de limiter au maximum les coûts de l'assainissement. En particulier en cas de travaux importants (adaptation, agrandissement, ...), il est donc tenu de veiller à ce que les mesures nécessaires à prendre par le détenteur de l'installation puissent être aussi économiques que possible.

3. CONSIDÉRATIONS CONCERNANT LA CENTRALISATION DES STEP

Une enquête sur les coûts d'assainissement des STEP a été réalisée dans toute la Suisse par l'association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA, «Coûts de l'assainissement», septembre 2006). Cette étude montre clairement que le coût des installations (coûts d'exploitation et frais financiers) décroît de manière sensible en fonction du nombre d'habitants (H) et équivalents-habitants (EH) raccordés.

Grandeur des bassins versants des STEP	CHF/H/an	CHF/EH/an
100 – 1000 EH	305	290
1000 – 10 000 EH	285	245
10 000 – 50 000 EH	260	200
> 50 000 EH	205	140

Sur la base de ces chiffres, il appartient donc au canton, en application de l'article 10 LEaux, d'évaluer pour chaque STEP, si des possibilités de regroupement existent afin de limiter les coûts de l'assainissement.

L'aspect économique n'est pas le seul à devoir être pris en considération. Sur le plan de la protection des eaux, il est également démontré qu'une STEP importante est plus efficace et plus stable dans son fonctionnement. De plus, elle permet en principe une exploitation plus professionnelle.

L'importance et l'état des eaux superficielles dans lesquelles sont rejetées les eaux épurées par les STEP sont également déterminants. L'Etat, de par la surveillance de la qualité des eaux qu'il effectue régulièrement, dispose des connaissances nécessaires afin de définir quelles eaux superficielles sont les plus aptes à recevoir les déversements d'eaux à évacuer en provenance des STEP.

La centralisation a cependant des limites. Dans la mesure du possible, il est nécessaire en particulier de limiter le temps de transit des eaux usées dans les réseaux d'évacuation et d'éviter une prolifération des stations de pompage gourmandes en énergie et sensibles aux pannes.

D'autre part, pour une région donnée, certaines installations doivent trouver des solutions rapides, alors même que d'autres sont aptes à fonctionner à satisfaction pendant plusieurs années.

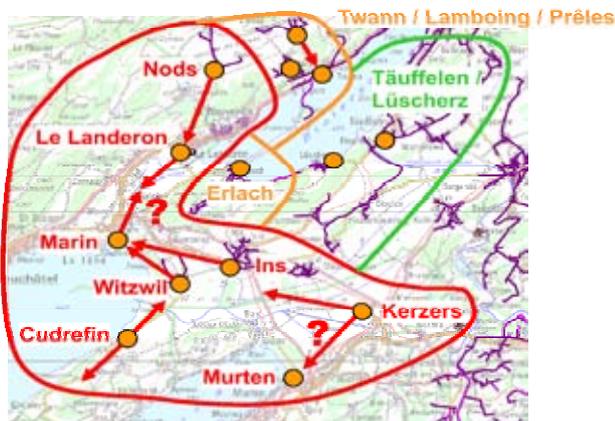
L'objectif d'une planification régionale de l'épuration des eaux doit être par conséquent de définir un bassin versant adéquat (sur le plan technique et économique) et un programme de mise en œuvre adapté aux besoins des communes et associations de l'ensemble de la région considérée.

4. PLANIFICATION À LONG TERME DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES DANS LA RÉGION DU LAC DE MORAT

Afin de donner suite à la demande formulée dans le postulat du député Heinz Etter, une étude a été lancée afin de faire le point sur l'état de l'épuration des eaux usées dans la région du Lac de Morat.

4.1 Région prise en considération

L'association de la région de Kerzers est située à proximité des cantons de Berne et de Neuchâtel. La définition de la région à prendre en considération a par conséquent été déterminée avec ces deux cantons.



Les STEP de la région nécessitant des adaptations à court terme ont été recensées.

L'ensemble des STEP situées à une distance raisonnable a ensuite été ajouté à cet inventaire.

Sur cette base, il a été décidé, dans un premier temps, de prendre en considération une quinzaine de STEP et leurs bassins versants.

4.2 Mandat d'étude

Un mandat a été attribué au bureau BG Ingénieurs Conseils SA à Berne afin de réaliser une étude répondant au cahier des charges suivant:

4.2.1 Phase 1

Dans une première phase, il s'agit d'évaluer l'ensemble des STEP du périmètre défini (réserve de capacité dispo-

nible, degré d'urgence d'une éventuelle adaptation importante). Il est également prévu de mettre en évidence dans chaque cas l'intérêt économique (estimation grossière des coûts) d'une centralisation à moyen terme.

Les objectifs poursuivis sont les suivants:

- définir un ou plusieurs périmètres dans lesquelles une solution commune d'épuration est pertinente à moyen terme;
- convaincre les communes et associations concernées pour chaque périmètre de l'intérêt de collaborer en vue d'une épuration commune à long terme.

4.2.2 Phase 2

Cette seconde phase ne sera réalisée que s'il est démontré qu'une solution commune d'épuration est pertinente à moyen terme pour un ou plusieurs périmètres. Dans ce cas et pour chaque périmètre défini, il est prévu d'analyser en détail les mesures nécessaires pour l'ensemble des communes et associations concernées (estimation des coûts, définition d'un programme de réalisation et d'un principe de financement adapté à la situation d'urgence de chacune des STEP).

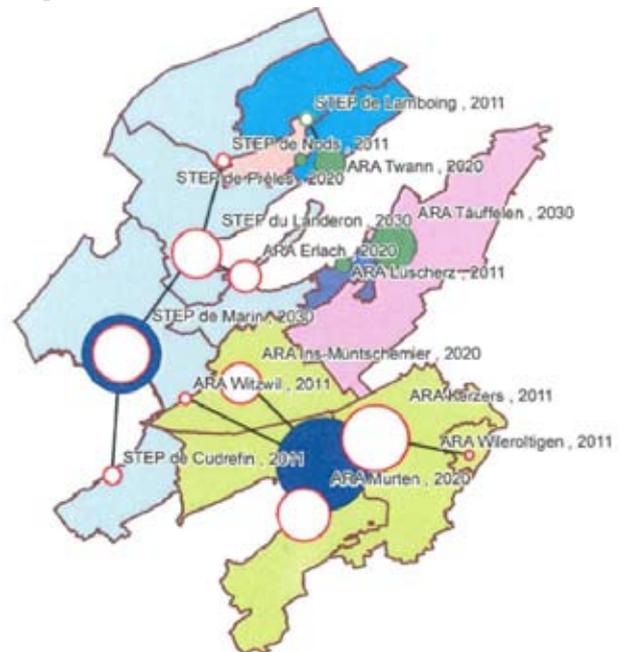
Les objectifs poursuivis sont les suivants:

- planification des mesures nécessaires pour l'ensemble du périmètre concerné, dans le but de traiter les eaux de manière centralisée à moyen terme;
- validation par l'ensemble des acteurs concernés de la planification proposée afin qu'elle lie les autorités concernées entre elles pour l'adaptation des infrastructures nécessaires.

4.2.3 Etat de l'étude

L'ensemble des communes et associations comprises dans la région définie par les trois cantons a été réuni pour une séance d'information et de mise en route le 23 septembre 2010.

Il est prévu de terminer la 1^{re} phase d'ici la fin du printemps 2011, et la phase 2 d'ici la fin 2011 dans la mesure du possible.

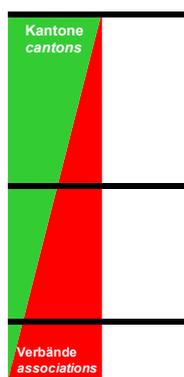


A titre indicatif, la présente carte illustre une des variantes analysées:

- l'ensemble des STEP sont mentionnées avec indication de l'année à laquelle elle devrait prévoir des adaptations importantes;
- deux périmètres dans lesquels une solution commune d'épuration est pertinente à moyen terme ont été définis;
- pour le cas du canton de Fribourg, une STEP centrale dans la région de Morat est proposée, avec un raccordement futur, dans l'ordre de priorité des STEP de Kerzers, de Wileroltigen, de Witzwil (court terme), puis de Ins et de Morat (moyen terme).

5. RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE L'ÉTAT ET LES DÉTENTEURS D'INSTALLATIONS

Sur la base de ce qui précède et suite à une réflexion coordonnée entre les trois cantons concernés de Fribourg, Berne et Neuchâtel, le modèle suivant de répartition entre l'Etat et les détenteurs d'installations (associations ou communes) a été établi:



Phase 1:
Les cantons pilotent et financent l'étude à 100%.
Les détenteurs (communes et associations) sont informés et participent en fournissant les informations relatives à leurs installations.

Phase 2:
Les cantons pilotent et financent l'étude à 50%.
Ils assurent la coordination et les détenteurs collaborent activement à la recherche de la variante la plus intéressante pour l'ensemble de la région. La solution retenue est approuvée par l'ensemble des autorités concernées.

Mise en œuvre:
Les détenteurs réalisent les adaptations nécessaires à leurs installations conformément au programme de mise en œuvre convenu.

6. PLANIFICATION À LONG TERME DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES POUR D'AUTRES RÉGIONS OU POUR LE RESTE DU CANTON

6.1 Situation dans le canton

Grandeur des STEP	Nombre de STEP	Coûts selon VSA
100 – 1000 EH	4 STEP ¹	290.- / EH / an
1000 – 10 000 EH	10 STEP ²	245.- / EH / an
10 000 – 50 000 EH	11 STEP	200.- / EH / an
> 50 000 EH	2 STEP	140.- / EH / an
Total / moyenne	27 STEP	177.- / EH / an

¹ Non compris la STEP de Cottens qui a été supprimée en 2010 (raccordement à Autigny)

² Non compris la STEP de Sommentier qui a été supprimée en 2009 (raccordement à Romont)

Le canton de Fribourg a toujours privilégié dans sa planification pour l'évacuation et le traitement des eaux usées les solutions régionales par rapport à des solutions décentralisées. Preuve en est la faible densité de STEP que compte le canton (27) par rapport à ses voisins. Malgré cela, 14 STEP de faible capacité (inférieure à 10 000 EH) ont été construites.

Si l'on se réfère aux résultats de l'enquête réalisée par le VSA (cf. chapitre 3) et à la capacité effective des STEP du canton, le coût moyen de l'assainissement dans le canton est de l'ordre de 177 francs par EH et par an. Une possibilité d'économie importante existe par conséquent, en particulier pour les STEP de faible capacité (coût moyen compris entre 245 et 290 francs par EH et par an).

Conformément à l'article 10 LEaux, le canton est par conséquent appelé à étendre la démarche appliquée à la région du Lac de Morat à l'ensemble de ces STEP de faible capacité, tout en considérant d'éventuelles possibilités de regroupement avec des STEP plus importantes situées à une distance raisonnable.

6.2 Principe de mise en œuvre

La nouvelle loi cantonale sur les eaux (LCEaux) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011 prévoit la répartition suivante entre le canton et les communes:

Art. 3 Planification cantonale

¹ Pour assurer une gestion coordonnée des eaux, l'Etat établit ...les études de base et plans sectoriels de la gestion des eaux portant sur:

a) l'évacuation et l'épuration des eaux;...

³ Le contenu contraignant des études de base et plans sectoriels...est intégré au plan directeur cantonal ...

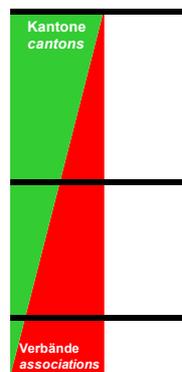
Art. 4 Plan directeur de bassin versant

¹ Le plan directeur de bassin versant concrétise à l'échelle du bassin versant les objectifs et les principes généraux fixés par le plan directeur cantonal. Il définit et coordonne les mesures à prendre ...

³ Le plan est établi par les communes comprises dans le périmètre du bassin versant ...

Art. 9 Communes

¹ Les communes ont les attributions suivantes:
a) elles exécutent les tâches qui leur sont confiées par la présente loi, la réglementation d'exécution et le plan directeur de bassin versant;



Sur la base de ces dispositions, l'Etat doit établir un plan sectoriel sur l'évacuation et l'épuration des eaux, dans lequel il s'agira notamment d'examiner les périmètres dans lesquels une solution commune d'épuration serait pertinente à moyen terme (cf. phase 1 selon chapitre 4.2). Dans de tels cas, une analyse plus précise devrait ensuite être réalisée en commun entre le canton et les communes concernées (cf. phase 2 selon chapitre 4.2), en y appliquant le principe de financement défini au chapitre 5.

7. CONCLUSIONS

7.1 Etat de l'épuration des eaux usées dans la région du Lac de Morat

Conformément à la réponse qu'il a donnée au postulat du député Heinz Etter, le canton a entrepris des démarches en collaboration avec les cantons de Berne et Neuchâtel afin d'évaluer les solutions les plus performantes dans la région du Lac de Morat en matière d'évacuation et d'épuration des eaux.

Il a proposé un modèle de financement pour la réalisation de cette étude adaptée aux exigences fixées par la législation fédérale aux détenteurs de STEP et aux cantons.

7.2 Opportunité d'étendre cette démarche d'examen à l'ensemble du canton

En application de l'article 10 LEaux, le canton doit veiller à une exploitation aussi économique que possible des installations d'évacuation et d'épuration des eaux. Il se propose donc d'étendre cette démarche d'examen aux cas qui seront identifiés dans la planification cantonale.

7.3 Suite des travaux

Pour le cas de la région de Morat, l'étude est en cours de réalisation et devrait se concrétiser, d'ici à fin 2011.

Pour le reste du canton, les démarches préalables seront effectuées dans le cadre de la planification cantonale, qui doit être établie dans un délai de quatre ans suivant l'entrée en vigueur de la LCEaux, soit d'ici au 31 décembre 2014.

BERICHT Nr. 253 *17. Mai 2011*
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat 2060.09 Heinz Etter –
Langfristige Planung der Abwasserreinigung
in der Region Murtensee

Hiermit unterbreiten wir Ihnen nach der Annahme durch den Grossen Rat des im Titel erwähnten Postulats unseren Bericht.

1. EINLEITUNG

Am 8. Oktober 2009 reichte Grossrat Heinz Etter ein Postulat (P2060.09) über die langfristige Planung der Abwasserreinigung in der Region Murtensee ein. Darin wurde der Staatsrat ersucht, eine Lagebeurteilung zur Abwasserreinigung in der Region Murtensee vorzunehmen. In diesem Zusammenhang erwähnte der Verfasser des Postulats das Fischsterben infolge eines Vorfalles bei der Abwasserreinigungsanlage (ARA) in Kerzers. Erste Analysen hätten gezeigt, so Grossrat Etter, dass für die Sanierung der Anlage mit einem sehr hohen finanziellen Aufwand gerechnet werden muss. Ausserdem sei festgestellt worden, dass auch andere Anlagen mit ähnlichen Problemen zu kämpfen haben. Eine solche Studie gehe aber weit über die Möglichkeiten des Verbands Kerzers und Umgebung hinaus, sind doch auch bernische und möglicherweise auch neuenburgische Gemeinden betroffen.

In seiner Antwort vom 23. Februar 2010 erklärte der Staatsrat, er sei sich bewusst, dass die Infrastrukturen für die Abwasserreinigung in der ARA Kerzers angepasst werden müssen und dass dies aufgrund des bedeutenden Bevölkerungswachstums, der wirtschaftlichen Entwicklung der Regionen und der Tatsache, dass technische Anlagen zwangsläufig nach einigen Jahren nicht mehr auf dem neusten Stand sind, auch für die übrigen Anlagen im Kanton gelte. In diesem Rahmen verpflichtete sich der Staatsrat im Fall von Kerzers, den Zusammenschluss mit anderen ARA zu prüfen und die von ihm zu tragenden Kosten zu übernehmen. Er erinnerte allerdings auch daran, dass die Kosten für die nachfolgenden Detailstudien durch die betroffenen Verbände übernommen werden müssten.

Der Grosse Rat erklärte das Postulat erheblich. Um die im Postulat aufgeworfenen Fragen zu beantworten, legt der vorliegende Bericht dar, was in Absprache mit den Kantonen Bern und Neuenburg für die langfristige Planung der Abwasserreinigung in der Region Murtensee unternommen wurde. Darüber hinaus wird die Zweckmässigkeit analysiert, das Prinzip der regionalen Studie auf andere Regionen oder den ganzen Kanton auszudehnen.

2. VORGABEN AN DIE BEHÖRDEN UND INHABER VON ANLAGEN

Um die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Inhabern von ARA vollständig zu erfassen, ist ein Blick auf die geltenden Vorgaben im Zusammenhang mit den ARA hilfreich.

1) Artikel 13 der Gewässerschutzverordnung des Bundes (GSchV) verlangt von den Inhabern von Abwasseranlagen, dass sie «die Anlagen in funktionstüchtigem Zustand erhalten» sowie dass sie «Abweichungen vom Normalbetrieb feststellen, deren Ursachen abklären und diese unverzüglich beheben.»

Die Inhaber der ARA (Gemeinden und Verbände) müssen mit anderen Worten jederzeit eine zufriedenstellende Reinigung des verschmutzten Abwassers, das sie entgegennehmen müssen, gewährleisten. Tritt eine Störung auf, muss der Inhaber sofort reagieren. Um diese Vorgaben zu erfüllen, müssen die Inhaber nicht nur für einen regelmässigen Unterhalt und eine rasche Reparatur von allfälligen Schäden sorgen, sondern auch vorsorglich mit den entsprechenden Massnahmen (Anpassen und/oder Vergrössern der Anlage usw.) sicherstellen, dass die ARA die Fähigkeit hat, sämtliches Abwasser zu behandeln, das im Bereich öffentlicher Kanalisationen produziert werden kann.

2) Laut Artikel 10 des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer (GSchG) müssen die Kantone für einen wirtschaftlichen Betrieb der öffentlichen Kanalisationen und zentralen Anlagen zur Reinigung von verschmutztem Abwasser sorgen.

Der Staat hat allgemeine Kenntnisse über den Betrieb aller Anlagen im Kanton und einen engen Kontakt mit den anderen Kantonen, namentlich mit den Nachbarkantonen.

Mit diesem Wissen muss er die Inhaber unterstützen, um die Kosten der Abwasserentsorgung so tief wie möglich zu halten. Insbesondere bei bedeutenden Arbeiten (Anpassungen, Vergrösserung usw.) muss der Staat darauf achten, dass die Massnahmen, die der Inhaber treffen muss, möglichst wirtschaftlich sind.

3. ERWÄGUNGEN ZUM ZUSAMMENSCHLUSS VON ARA

Der Verband Schweizer Abwasser- und Gewässerschutzfachleute (VSA) hat im September 2006 eine Studie über die Kosten der Abwasserentsorgung veröffentlicht, die die ganze Schweiz zum Gegenstand hatte. Aus der Studie geht eindeutig hervor, dass die Betriebs- und Kapitalkosten für die Anlagen bei einer höheren Einwohnerzahl (E) und einem steigenden Einwohnergleichwert (EW) deutlich abnehmen.

Grösse des ARA-Einzugsgebiets	CHF/E/Jahr	CHF/EW/Jahr
100 – 1000 EW	305	290
1000 – 10 000 EW	285	245
10 000 – 50 000 EW	260	200
> 50 000 EW	205	140

Auf der Grundlage dieser Zahlen muss der Kanton nach Artikel 10 GSchG für jede ARA abklären, ob die Möglichkeit einer Zusammenlegung und somit die Möglichkeit, die Kosten der Abwasserentsorgung zu begrenzen, besteht.

Der wirtschaftliche Aspekt ist indes nicht der einzige, den es zu beachten gilt. So gilt als erwiesen, dass grosse ARA im Vergleich zu kleineren aus Sicht des Gewässerschutzes effizienter und stabiler arbeiten. Ausserdem ist bei den grossen ARA grundsätzlich ein professionellerer Betrieb möglich.

Die Grösse und der Zustand der Oberflächengewässer, in welche das in der ARA behandelte Abwasser eingeleitet wird, spielen ebenfalls eine entscheidende Rolle. Weil der Staat die Qualität der Gewässer regelmässig kontrolliert, verfügt er über die nötigen Informationen, um die Oberflächengewässer zu bestimmen, die am ehesten geeignet sind, um das in der ARA behandelte Abwasser aufzunehmen.

Das zentralisierte Behandeln der Abwässer hat aber auch Grenzen. So muss namentlich die Strecke, die das Schmutzabwasser in den Kanalisationen zurücklegt, möglichst gering gehalten werden. Ausserdem muss verhindert werden, dass unnötig viele Pumpwerke, die viel Energie verbrauchen und pannen anfällig sind, gebaut werden müssen.

Zudem kann es vorkommen, dass für gewisse Anlagen einer Region rasch eine Lösung gefunden werden muss, während die übrigen Anlagen der Region noch über viele Jahre ihre Aufgabe in zufriedenstellender Weise erfüllen können.

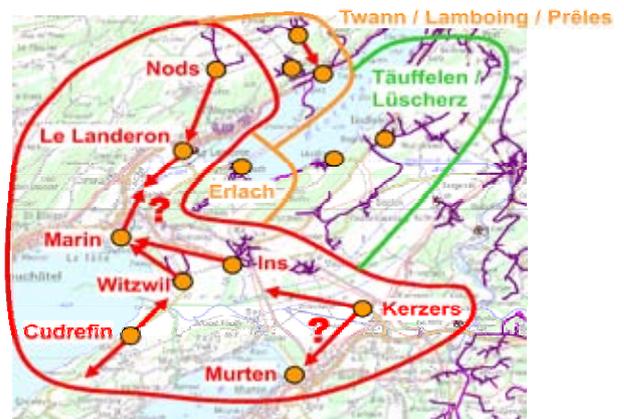
Das Ziel einer regionalen Abwasserreinigungsplanung muss demnach sein, ein (technisch und wirtschaftlich) adäquates Einzugsgebiet und eine den Bedürfnissen der Gemeinden, Verbände und Regionen entsprechende Umsetzungsplanung zu definieren.

4. LANGFRISTIGE PLANUNG DER ABWASSERREINIGUNG IN DER REGION MURTENSEE

Um dem Postulat von Grossrat Heinz Etter Folge zu leisten, wurde eine Studie in Angriff genommen, die eine Lagebeurteilung zur Abwasserreinigung in der Region Murtensee erlauben soll.

4.1 Berücksichtigte Region

Der Abwasserverband Region Kerzers ist für ein Gebiet zuständig, das in der Nähe der Kantone Bern und Neuchâtel liegt. Die zu berücksichtigende Region wurde deshalb in Absprache mit diesen beiden Kantonen bestimmt.



Es wurden die ARA der Region erfasst, die kurzfristig angepasst werden müssen.

Alle ARA, die innerhalb einer angemessenen Distanz liegen, wurden ebenfalls einbezogen.

Auf dieser Grundlage wurde entschieden, in einer ersten Phase gut fünfzehn ARA und deren Einzugsgebiete zu berücksichtigen.

4.2 Studienauftrag

Das Büro BG Ingenieure und Berater AG in Bern wurde beauftragt, eine Studie gemäss folgendem Pflichtenheft durchzuführen:

4.2.1 Phase 1

Als Erstes sollen alle ARA im festgelegten Perimeter analysiert werden (verfügbare Kapazitätsreserven, Dringlichkeit der allenfalls nötigen bedeutenden Anpassungen). Die Zweckmässigkeit aus wirtschaftlicher Sicht (grobe Kostenschätzung) einer Zentralisierung in einem mittelfristigen Zeithorizont soll ebenfalls untersucht werden.

Die Ziele lauten:

- einen oder mehrere Perimeter festlegen, in denen eine gemeinsame Abwasserbehandlung mittelfristig sinnvoll wäre;
- die betroffenen Gemeinden und Verbände für jeden Perimeter davon überzeugen, dass eine gemeinsame Abwasserbehandlung langfristig vorteilhaft ist.

4.2.2 Phase 2

Diese zweite Phase wird nur in Angriff genommen, wenn aufgezeigt wurde, dass eine gemeinsame Abwasserbehandlung mittelfristig für einen oder mehrere Perimeter sinnvoll wäre. In einem solchen Fall muss für jeden Perimeter im Detail abgeklärt werden, welche Massnahmen die betroffenen Gemeinden und Verbände treffen müssen (Kostenschätzung, Definition der Umsetzungsplanung und des Finanzierungsgrundsatzes, der die Dringlichkeit der Anpassungen für jede ARA berücksichtigt).

Die Ziele lauten:

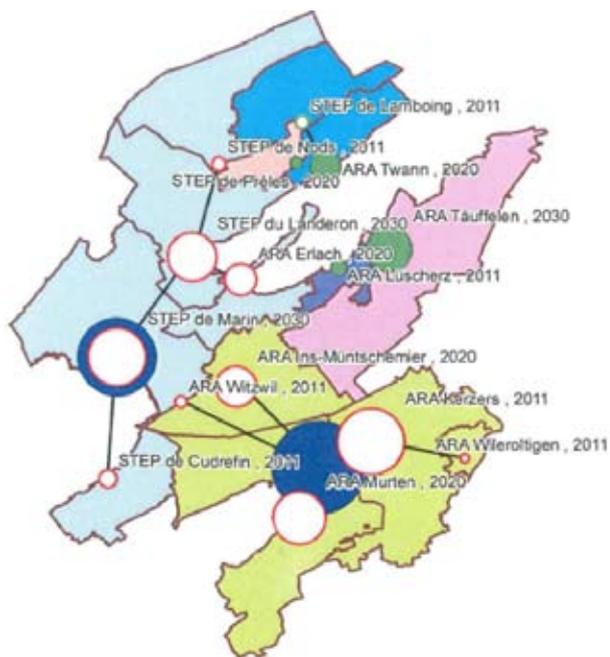
- Planung der Massnahmen, die in den betroffenen Perimetern erforderlich sind, um das Schmutzabwasser mittelfristig zentral zu behandeln;
- Genehmigung durch alle betroffenen Parteien der vorgeschlagenen Planung, damit sich die Behörden ge-

gegenseitig die nötigen Anpassungen an den Infrastrukturen verbindlich zusagen.

4.2.3 Stand der Studie

Sämtliche Gemeinden und Verbände in der von den drei Kantonen definierten Region kamen am 23. September 2010 zu einer Sitzung zusammen, in der alle Parteien informiert wurden und das Vorhaben aufgelegt wurde.

Nach Möglichkeit soll die Phase 1 bis zum Frühjahr 2011 und die Phase 2 bis Ende 2011 abgeschlossen sein.

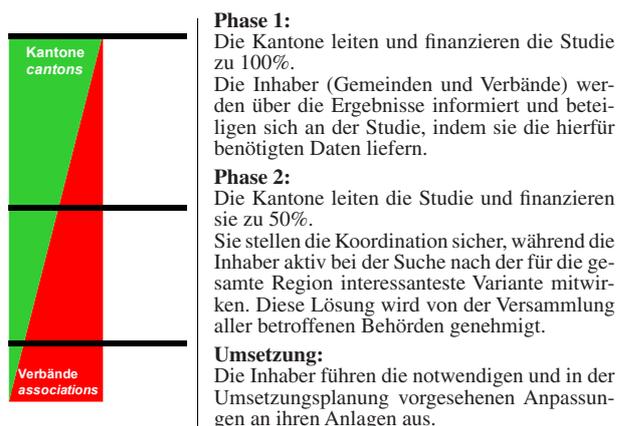


Die weiter oben abgebildete Karte soll eine der analysierten Varianten verdeutlichen:

- sämtliche ARA mit Angabe des Jahres, in denen bedeutende Anpassungen vorgesehen werden sollten, sind eingezeichnet;
- es wurden zwei Perimeter festgelegt, in denen eine gemeinsame Abwasserbehandlung mittelfristig sinnvoll wäre;
- für den Kanton Freiburg wird eine zentrale ARA in der Region Murten vorgeschlagen, mit einem Anschluss (in der Rangfolge der Prioritäten) der ARA Kerzers, Wileroltigen, Witzwil (kurzfristig vorzusehen), und später der ARA Ins und Murten (mittelfristig).

5. AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND INHABER DER ANLAGEN

Unter Berücksichtigung der oben erwähnten Punkte haben sich die drei betroffenen Kantone Freiburg, Bern und Neuenburg auf das folgende Modell für die Aufteilung der Aufgaben und Kosten zwischen dem Staat und den Inhabern der Anlagen (Gemeinden und Verbände) geeinigt:



Phase 1:

Die Kantone leiten und finanzieren die Studie zu 100%.

Die Inhaber (Gemeinden und Verbände) werden über die Ergebnisse informiert und beteiligen sich an der Studie, indem sie die hierfür benötigten Daten liefern.

Phase 2:

Die Kantone leiten die Studie und finanzieren sie zu 50%.

Sie stellen die Koordination sicher, während die Inhaber aktiv bei der Suche nach der für die gesamte Region interessantesten Variante mitwirken. Diese Lösung wird von der Versammlung aller betroffenen Behörden genehmigt.

Umsetzung:

Die Inhaber führen die notwendigen und in der Umsetzungsplanung vorgesehenen Anpassungen an ihren Anlagen aus.

6. LANGFRISTIGE PLANUNG DER ABWASSERREINIGUNG FÜR DIE ÜBRIGEN REGIONEN UND FÜR DEN KANTON

6.1 Ist-Zustand Kanton

Grösse der ARA	Anzahl ARA	Kosten nach VSA
100 – 1000 EW	4 ARA ¹	290.- / EW / Jahr
1000 – 10 000 EW	10 ARA ²	245.- / EW / Jahr
10 000 – 50 000 EW	11 ARA	200.- / EW / Jahr
> 50 000 EW	2 ARA	140.- / EW / Jahr
Total / Durchschnitt	27 ARA	177.- / EW / Jahr

¹ Ohne die ARA von Cottens, die 2010 aufgehoben wurde (Anschluss an die ARA von Autigny)

² Ohne die ARA von Sommentier, die 2009 aufgehoben wurde (Anschluss an die ARA von Romont)

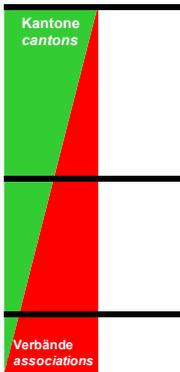
Der Kanton Freiburg hat im Rahmen seiner Entwässerungs- und Abwasserbehandlungsplanung stets regionalen gegenüber dezentralen Lösungen den Vorzug gegeben. Dies drückt sich in einer im Vergleich mit den Nachbarkantonen niedrigen ARA-Dichte (27 Anlagen) aus. Trotzdem gibt es 14 ARA mit einer geringen Kapazität (unter 10 000 EW).

Gestützt auf die Ergebnisse der VSA-Studie (vgl. Punkt 3) und die tatsächliche Kapazität der ARA im Kanton betragen die Kosten der Abwasserentsorgung im Kanton durchschnittlich 177 Franken pro EW und Jahr. Das bedeutet auch, dass namentlich bei den ARA mit geringer Kapazität, bei denen die Durchschnittskosten zwischen 245 und 290 pro EW und Jahr betragen, ein bedeutendes Sparpotenzial besteht.

Nach Artikel 10 GSchG muss der Kanton folglich die für die Region Murtensee gewählte Vorgehensweise auf alle kleinen ARA ausdehnen und dabei auch die Möglichkeit von Zusammenschlüssen mit grösseren ARA innerhalb einer vernünftigen Distanz prüfen.

6.2 Umsetzungsgrundsatz

Das neue kantonale Gewässergesetz (GewG), das am 1. Januar 2011 in Kraft trat, sieht folgende Aufteilung zwischen Kanton und Gemeinden vor:



Art. 3 Kantonale Planung

¹ Um eine koordinierte Gewässerbewirtschaftung zu gewährleisten, erstellt der Kanton [...] die Grundlagen und die Sachpläne der Gewässerbewirtschaftung; diese umfassen:
a) die Ableitung und Reinigung des Abwassers; [...]

³ Der verbindliche Inhalt der Grundlagen und Sachpläne [...] wird in den kantonalen Richtplan integriert. [...]

Art. 4 Richtplan des Einzugsgebiets

¹ Der Richtplan des Einzugsgebiets konkretisiert auf der Ebene des Einzugsgebiets die allgemeinen Ziele und Grundsätze des kantonalen Richtplans. Er definiert und koordiniert die erforderlichen Massnahmen.

³ Der Richtplan wird von den Gemeinden erstellt, die sich im Perimeter des betroffenen Einzugsgebiets befinden. [...]

Art. 9 Gemeinden

¹ Die Gemeinden haben folgende Aufgaben:
a) Sie führen die Aufgaben aus, die ihnen vom Gesetz, vom Ausführungsreglement und vom Richtplan des Einzugsgebiets übertragen werden.

Der Staat muss mit anderen Worten einen Sachplan für die Ableitung und Reinigung des Abwassers erstellen und dabei gegebenenfalls die Perimeter definieren, in denen eine gemeinsame Abwasserbehandlung mittelfristig sinnvoll wäre (vgl. Phase 1 gemäss Punkt 4.2). Falls es solche Perimeter gibt, muss der Kanton gemeinsam mit den betroffenen Gemeinden darauf eine detailliertere Analyse vornehmen (vgl. Phase 2 gemäss Punkt 4.2) und dabei die im Punkt 5 beschriebenen Finanzierungsgrundsätze anwenden.

7. SCHLUSSFOLGERUNG

7.1 Stand der Abwasserreinigung in der Region Murtensee

Wie in seiner Antwort auf das Postulat von Grossrat Heinz Etter versprochen, hat der Staatsrat dafür gesorgt, dass der Kanton Freiburg zusammen mit den Kantonen Bern und Neuenburg die effizientesten Lösungen für die Ableitung und Reinigung des Abwassers in der Region Murtensee prüft.

Er hat ein Finanzierungsmodell für eine den Vorgaben der Bundesgesetzgebung an die ARA-Inhaber und Kantone entsprechende Umsetzung der Studie vorgeschlagen.

7.2 Zweckmässigkeit, dieses Vorgehen auf den ganzen Kanton auszudehnen

Nach Artikel 10 GSchG muss der Kanton für einen möglichst wirtschaftlichen Betrieb der öffentlichen Kanalisationen und zentralen Anlagen zur Reinigung von verschmutztem Abwasser sorgen. Er schlägt deshalb vor, diese Untersuchungen auf sämtliche Anlagen auszuweiten, die in der kantonalen Planung bezeichnet werden.

7.3 Das weitere Vorgehen

Für die Region Murtensee wurde die Studie bereits in Angriff genommen und sollte bis Ende 2011 abgeschlossen werden können.

Für die übrigen Regionen des Kantons werden die Vorbereitungen im Rahmen der kantonalen Planung, die innert vier Jahren nach dem Inkrafttreten des GewG – das heisst bis am 31. Dezember 2014 – erstellt werden muss, getroffen werden.